

[Texte]

facility. They have said that they would make it available to Caribbean states. They have made it available to Jamaica, Barbados and the Dominion Republic, but they have said that they are willing to make it available to the other island states as well. Given the shortness of time, I will not go into any more detail about the Commonwealth Caribbean, but would be happy to answer any questions on that.

I will now turn to Haiti, the other area of traditional Canadian interest. Our interests there are basically, I suppose, humanitarian in that it is the area where there are possibly the largest number of Canadian missionaries of any country in the hemisphere—there are over 600 in Haiti. They have been active there for the past 40 years. They are in the area of providing social services, and help, running small clinics, in many parts of the country they are the only providers of services to the population. We also must bear in mind that Haiti is the only other country of the hemisphere which has French as an official language and that there is a large and growing Haitian community in Canada, centered in Montreal. Economically, we export about \$30 million worth of goods to Haiti. It is not a major source of economic benefit to Canada, but it is important for humanitarian, political and cultural reasons.

In Central America, our involvement is essentially of an economic and economic development nature. It is an important export market and that has been the traditional focus of Canadian attention in that area. Our posts were established essentially for trade promotion reasons years ago and are located in San José. They are responsible for five countries to the south and Guatemala. Exports are well over \$100 million per year, and over the long term, given the requirements in the area for major infrastructure projects, prospects are quite promising. The Inco investment in the area overshadows all others; they have about \$250 million invested in Guatemala. Investments elsewhere in Central America only total about \$20 million or \$30 million. So, really, that Inco investment is the major one. As you know, in the past year we have become much more interested in what is happening politically there and are very active in the United Nations and other forums, also bilaterally, in pressing the states of the area on human-rights issues.

• 1020

In economic development terms we provided about \$60 million over the past eight years. Active programs are maintained in a number of countries, although we have had to stop all planning in El Salvador for obvious reasons.

So, Mr. Chairman, this is as succinctly as I can give it at the moment. Thank you.

**The Chairman:** Thank you, Mr. Bartleman.

I will now call on Mr. Collacott, the Director of Latin American Affairs, for about 10 or 12 minutes so people will be able to put questions to you and Mr. Gorham.

[Traduction]

sont déjà très actifs dans toute l'Amérique centrale. Ils ont proposé de fournir certains États des Caraïbes. Ils ont offert du pétrole à la Jamaïque, à la Barbade et à la République Dominicaine, et se sont montrés disposés à en livrer également à certaines autres villes. Étant donné le temps qui m'a été imparti, j'en resterai là pour les Caraïbes du Commonwealth, mais je me tiens à votre disposition pour des questions.

Je passerai maintenant à Haïti, qui fait partie de la zone d'intérêt traditionnel du Canada. Il s'agit d'intérêt d'orientation essentiellement humanitaire, compte tenu du nombre des missionnaires canadiens, il y en a plus de 600 à Haïti. Ils y sont depuis plus de 40 ans. Ils assurent des services sociaux, aident au fonctionnement de petits hôpitaux, et dans de nombreuses régions du pays, ils constituent le seul service social mis à la disposition de la population. N'oublions pas par ailleurs que Haïti est le seul pays, en dehors du Canada, dans cette région du monde, dont le français est la langue officielle, et qu'il y a, à Montréal, une communauté importante d'immigrants venus de Haïti. Du point de vue des exportations, Haïti représente pour nous un poste d'environ 30 millions de dollars. Cela ne représente pas pour le Canada une source essentielle de profits, mais Haïti reste très important pour des raisons humanitaires, politiques et culturelles.

Pour ce qui est de l'Amérique centrale, notre engagement est essentiellement de nature économique. Il y a là un marché d'exportation important, et le Canada s'est toujours intéressé à cette zone. Voilà déjà longtemps que nous avons des représentations commerciales, installées à San José. Elles couvrent cinq pays au sud, et le Guatemala. Nos exportations dans cette région représentent plus de 100 millions de dollars par année, et les perspectives à long terme, étant donné le besoin important d'infrastructure, sont extrêmement prometteuses. L'investissement Inco dans cette région est le plus important, puisque rien qu'au Guatemala cet investissement est d'environ 250 millions de dollars, tandis que pour le reste de l'Amérique centrale, le total de l'investissement n'est que de 20 à 30 millions de dollars. La part de Inco est donc la plus importante. Comme vous le savez, nous nous sommes intéressés à la question politique de façon plus précise l'an dernier, notamment au sein de l'ONU et d'autres organismes internationaux; nous avons, au niveau bilatéral, exercé des pressions sur les États de la zone au sujet du respect des droits de l'homme.

En ce qui concerne le développement économique, nous avons fourni une aide pour près de \$60 millions au cours des huit dernières années. Un certain nombre de programmes sont activement mis en place dans plusieurs pays, bien que nous ayons dû abandonner celui du Salvador pour des raisons évidentes.

Voilà donc monsieur le président, ce que je pouvais dire de façon relativement rapide. Merci.

**Le président:** Merci monsieur Bartleman.

Je passerai la parole à M. Collacott, directeur des Affaires d'Amérique latine; je lui donne dix à douze minutes, afin que l'on puisse lui poser des questions ainsi qu'à M. Gorham.